

la viande de mouton, car ce qui arrive actuellement aux éleveurs de moutons du Canada n'aurait jamais dû arriver dans un pays capable de pourvoir lui-même à son alimentation. Le Canada est certes capable de pourvoir lui-même à son alimentation. Nos agriculteurs sont des travailleurs efficaces et acharnés. Ils sont pleins d'initiative, mais le gouvernement devrait les aider en jouant le jeu et en servant d'arbitre.

Le 28 avril dernier, le ministre faisait, devant les membres de l'Association canadienne des conditionneurs d'aliments réunis à Halifax, la déclaration suivante:

Les gouvernements ne produisent pas, mais ils peuvent, certes, vous aider à produire. Les gouvernements établissent les règles et ils créent le climat dans lequel le secteur privé est appelé à agir.

Selon le propre aveu du ministre, le gouvernement n'établit pas les règles appropriées, mais nous aimerions que le gouvernement et notamment le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) montrent la voie et agissent ainsi. Je ne conteste nullement les remarques que faisait le ministre à une réunion qui avait lieu en Ontario. Je ne le citerai pas à moins de pouvoir le faire exactement. Je ne doute pas un instant que le ministre ait dit qu'il donnerait sa démission comme ministre de l'Agriculture si aucune mesure pratique ou concrète n'était adoptée. J'espère que c'est, comme le ministre le dit si souvent, clair comme le jour. Je n'en doute pas mais pourquoi le ministre de l'Agriculture tiendrait-il des propos semblables? Depuis neuf ans, il a, dans certains cas, très bien servi le secteur agricole. A notre époque où les agriculteurs et toute l'économie souffrent à cause de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement, pourquoi le ministre devrait-il quitter le cabinet et le gouvernement? Nous aurons la réponse le 12 novembre. J'espère vivement qu'il ne sera pas obligé de tenir parole et de démissionner car si la chose se produisait, les producteurs canadiens seraient dans une situation pire qu'elle l'est à l'heure actuelle.

**Une voix:** Vous êtes très aimable.

**M. McKnight:** Un de mes collègues affirme que je suis bien aimable. Ce n'est pas une question d'amabilité. Le ministre sait à quel point on le respectait dans les milieux agricoles. Mais il sait aussi que depuis deux ou trois ans ce respect a été érodé. Je ne dis pas que c'est de sa faute, mais il sait pertinemment qu'il n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités envers les agriculteurs canadiens. Je ne prétends pas qu'il n'essaie pas de le faire. Tout ce que je dis, c'est qu'il n'est pas capable de convaincre ses collègues; ou peut-être que ses collègues ne comprennent pas les problèmes.

La recherche et le développement sont d'une importance capitale pour l'agriculture et le Canada en général. Le Canada dépense 0.9 p. 100 de son produit national brut en recherches agricoles. Les États-Unis en dépensent 2.4 p. 100 environ, la Suède 1.9 p. 100 et le Japon 1.7. Parce qu'il nous faut mettre au point un type de grain qui réagira aux bactéries pour produire de l'azote—car nos engrais azotés coûtent près de \$300 la tonne—le ministère de l'Agriculture finance un programme de recherche à Lethbridge. Le programme de M. Bob Rennie, dans le cadre duquel on inocule des bactéries à des grains de blé pour leur faire produire de l'azote, coûte \$20,000, soit moins que le montant dépensé par trois ministres du cabinet pour se rendre à Winnipeg en avion samedi dernier. Le prix de l'énergie augmente—le gazole coûte \$4 le gallon—et le prix de l'azote augmentera à cause du prix du gaz naturel. On

### L'agriculture

n'injecte cependant que \$20,000 dans un programme capital pour les agriculteurs canadiens.

Nous ne sommes pas toujours d'accord avec le ministre, mais je dois reconnaître une chose. Je suis certain qu'on lui a parlé au ministère de la possibilité de nationaliser les terres, mais il n'a pas encore mis sur pied un tel programme. Je tiens à expliquer au ministre pourquoi il faut absolument éviter de mettre en œuvre un programme comme celui qui est en vigueur en Saskatchewan, celui de la «Banque foncière». Je vais lui citer un exemple. Un garçon louait le terrain de son père \$120 l'acre après que celui-ci l'eut vendu à la Banque foncière. Cinq ans après la vente, on lui demandait \$530 l'acre. Le brave gouvernement socialiste démocratique de la Saskatchewan réalisait un bénéfice de 400 p. 100.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

### QUESTIONS À DÉBATTRE

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre! En conformité des dispositions de l'article 40 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir: l'honorable député de York-Sunbury (M. Howie)—VIA Rail—L'abandon du service assuré par l'Atlantic Limited. b) On demande au ministre de recevoir des représentants du Nouveau-Brunswick; l'honorable député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn)—Le logement—La vente des maisons détenues par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. b) La vente à des investisseurs et à des spéculateurs; l'honorable député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie)—VIA Rail—Les conséquences de la réduction pour l'économie de l'Ouest.

● (1650)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

### LES SUBSIDES

#### JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—L'INSUFFISANCE DE L'AIDE ACCORDÉE AUX AGRICULTEURS

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Mayer:

Que la Chambre, vu l'augmentation désastreuse des faillites de cultivateurs, blâme le gouvernement de continuer à ne pas aider les cultivateurs du Canada et d'être incapable d'atténuer les ravages que les taux d'intérêt élevés font subir au secteur agricole du Canada.

**M. Marcel Ostiguy (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le président, j'ai écouté mes deux préopinants de l'opposition parler sur la motion présentée par le député de Portage-Marquette (M. Mayer) et qui se lit comme suit:

Que la Chambre, vu l'augmentation désastreuse des faillites de cultivateurs, blâme le gouvernement de continuer à ne pas aider les cultivateurs du Canada et d'être incapable d'atténuer les ravages que les taux d'intérêt élevés font subir au secteur agricole du Canada.